



Assemblée générale

Distr. générale
31 janvier 2020
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme

Quarante-troisième session

24 février-20 mars 2020

Point 2 de l'ordre du jour

**Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies
aux droits de l'homme et rapports du Haut-Commissariat
et du Secrétaire général**

Question des droits de l'homme à Chypre

Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme*

Résumé

Le présent rapport, qui porte sur la période allant du 1^{er} décembre 2018 au 30 novembre 2019, donne une vue d'ensemble des préoccupations relatives aux droits de l'homme à Chypre, notamment en ce qui concerne le droit à la vie et la question des personnes disparues, le principe de non-discrimination, la liberté de circulation et le droit de demander l'asile, le droit de propriété, la liberté de religion ou de conviction et les droits culturels, la liberté d'opinion et d'expression et le droit à l'éducation. Dans le rapport, l'accent est également mis sur l'importance de la prise en compte des questions de genre dans le processus de paix.

* Le présent rapport est soumis après la date prévue pour que l'information la plus récente puisse y figurer.



I. Introduction

1. Le présent rapport a été établi par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) en application des résolutions 4 (XXXI), 4 (XXXII) et 1987/50 de la Commission des droits de l'homme et de la décision 2/102 du Conseil des droits de l'homme.

2. Au 30 novembre 2019, Chypre restait divisée, avec une zone tampon surveillée par la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP). Dans sa résolution 2483 (2019), le Conseil de sécurité a prorogé le mandat de l'UNFICYP jusqu'au 31 janvier 2020. Il a regretté que le processus de règlement n'ait guère avancé depuis la conclusion de la Conférence sur Chypre organisée en 2017 et demandé instamment aux parties et à tous les participants concernés de renouveler leur engagement et leur volonté politique en faveur d'un règlement sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, notamment en se concertant d'urgence et activement avec Jane Holl Lute, haute fonctionnaire de l'Organisation, en vue de s'entendre sur un certain nombre de règles et ainsi permettre que des négociations axées sur les résultats aboutissent à un règlement dans les meilleurs délais.

3. Le 25 novembre 2019, les dirigeants chypriotes grec et turc ont rencontré le Secrétaire général de manière informelle. Ils sont convenus qu'il était de la plus haute importance pour le bien-être futur des deux communautés de parvenir à un règlement global et durable dans un avenir prévisible et que le statu quo n'était pas viable. Au vu des discussions, le Secrétaire général a décidé de poursuivre ses efforts pour parvenir à un accord sur un cadre de référence qui constituerait un point de départ consensuel pour ouvrir dès que possible des négociations progressives, constructives et axées sur les résultats¹.

4. Aux fins de l'élaboration du présent rapport, faute d'être présent sur le terrain à Chypre, le HCDH s'est fondé sur diverses sources ayant une connaissance particulière de la situation des droits de l'homme sur l'île, ainsi que sur les conclusions récentes des mécanismes internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme. L'UNFICYP, le Secrétaire général dans le cadre de sa mission de bons offices, le Comité des personnes disparues à Chypre, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et d'autres parties prenantes ont été consultés.

II. Difficultés d'application des normes internationales relatives aux droits de l'homme

5. Les mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme se sont dits préoccupés par les éléments et difficultés qui font obstacle à l'application des normes internationales relatives aux droits de l'homme sur toute l'île, en raison du maintien de la division. Les organes conventionnels de l'ONU et le Groupe de travail sur l'Examen périodique universel ont posé des questions et fait des recommandations à Chypre à cet égard.

6. Les deux documents établis par le HCDH pour le troisième examen périodique universel de Chypre contenaient des informations relatives à la division et des chapitres consacrés à la partie nord de Chypre (voir A/HRC/WG.6/32/CYP/2 et A/HRC/WG.6/32/CYP/3). À la réunion du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel du 29 janvier 2019, la délégation de Chypre a déclaré que « le principal obstacle à l'exercice des droits de la personne par le peuple chypriote était qu'environ un tiers de son territoire était illégalement occupé par un pays étranger depuis 1974 » (A/HRC/41/15, par. 24). Plusieurs États ont posé des questions et formulé des observations et des recommandations sur les problèmes en matière de droits de l'homme liés au maintien de la

¹ Déclaration du Secrétaire général sur Chypre, le 25 novembre 2019, à consulter à l'adresse www.uncyprustalks.org/secretary-generals-statement-on-cyprus-25-november-2019/.

division. Ils ont notamment fait une déclaration dans laquelle ils reconnaissaient que l'absence de solution à la question chypriote entravait la pleine jouissance de ces droits, notamment en matière de propriété, et que d'autres atteintes à ces droits se produisaient dans la zone qui n'était pas sous le contrôle effectif du Gouvernement (ibid., par. 120).

7. Le 20 juin 2019, le Gouvernement a fait part de ses observations sur les recommandations reçues dans le cadre de l'Examen périodique universel concernant Chypre. Le document comportait une section intitulée « Recommandations relatives à la question chypriote », ce qui montre combien l'exercice de nombreux droits de l'homme est touché par la division (A/HRC/41/15/Add.1, par. 31 à 37). Dans cette section, le Gouvernement a accepté les recommandations l'invitant à : renforcer l'appui au dialogue et aux activités intercommunautaires ; éliminer la discrimination raciale dirigée contre les Chypriotes turcs et les Roms ; prendre les mesures nécessaires pour garantir la liberté de religion ; veiller à ce que le droit à la liberté d'expression soit garanti, y compris pour les citoyens qui participent à des activités intercommunautaires et pour les journalistes ; garantir un traitement non-discriminatoire à tous ceux qui demandent la nationalité chypriote ; poursuivre le rapprochement entre les communautés chypriote grecque et chypriote turque ; veiller à la participation des femmes au processus de paix. Par ailleurs, le Gouvernement a pris note des recommandations l'invitant à : réviser la loi relative à la procédure de normalisation des noms géographiques ; collaborer avec les représentants de la communauté chypriote turque afin d'éliminer la traite des êtres humains ; modifier les dispositions juridiques pour garantir le droit de toutes les personnes dont l'un des parents est chypriote d'obtenir la nationalité chypriote, y compris des enfants nés de parents chypriotes turcs et turcs (ibid.).

8. En outre, le Gouvernement a accepté la recommandation l'invitant à veiller à l'efficacité des politiques, lois, règlements et mesures d'application en matière de prévention du risque accru que des entreprises soient impliquées dans la commission d'abus dans des situations de conflit (ibid., par. 30). Il a également indiqué que des motifs politiques directement liés à certains aspects sensibles du problème chypriote l'empêchaient d'envisager l'adhésion de Chypre à la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie (ibid., par. 11).

9. Compte tenu du maintien de la division, l'UNFICYP a continué ses activités pour surveiller la zone tampon et contribuer à la création de conditions propices à un règlement, notamment en encourageant l'adoption de mesures de confiance et la coopération entre les parties et communautés. En octobre 2019, l'UNFICYP et le HCDH ont organisé une formation dans le domaine des droits de l'homme à l'intention de la composante Police de l'UNFICYP, pour lui fournir des orientations relatives aux droits de l'homme, propres à son mandat et parler des difficultés que les policiers de l'ONU peuvent rencontrer dans leurs interactions avec les communautés locales et les autres forces de police avec lesquelles ils collaborent. Des policiers des deux communautés ont également suivi ce cours à titre personnel, ce qui a contribué à établir des liens de confiance entre les participants².

10. L'UNFICYP et le Secrétaire général dans le cadre de sa mission de bons offices se sont employés, au moyen d'une stratégie intercommunautaire, à contribuer à la restauration de la confiance parmi les Chypriotes. Ils ont continué de faciliter le travail des 12 comités techniques bicommunautaires, afin d'encourager la confiance, les échanges et la coopération³. Afin de soutenir davantage le dialogue et les activités intercommunautaires

² Voir <https://unficyp.unmissions.org/ohchr-unficyp-and-dpo-standing-police-capacity-organise-three-day-training-missions-police-component>.

³ Douze comités techniques bicommunautaires ont été créés par les dirigeants chypriotes grecs et chypriotes turcs pendant le dernier cycle de négociations sur Chypre. Ils couvrent un large éventail de domaines, y compris le patrimoine culturel, la santé, l'égalité entre les sexes, l'éducation, la criminalité et les questions pénales. Au moment de la rédaction du présent rapport, six des comités étaient appuyés par le Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre et les six autres par l'UNFICYP. L'UNFICYP bénéficiait elle-même du soutien du PNUD qui, moyennant des fonds de l'Union européenne, a fourni son appui aux comités techniques sur le patrimoine culturel, d'une part, et sur les points de passage, de l'autre.

ainsi que le travail des comités techniques intercommunautaires, et conformément aux appels répétés lancés par le Conseil de sécurité aux deux dirigeants pour qu'ils donnent des moyens d'agir aux comités techniques, la mission de bons offices a commencé à faire le point des activités et du fonctionnement des comités techniques bicommunautaires, pour faire des recommandations aux parties afin de les aider dans les efforts qu'elles déploient pour renforcer et rationaliser les travaux des comités (voir S/2019/883, par. 27).

11. La surveillance de la situation des droits de l'homme dans la partie nord de Chypre et la communication d'informations à ce sujet sont elles aussi restées limitées en raison des lacunes et des difficultés liées à la situation du Nord ainsi que des problèmes relatifs à la « reconnaissance ». Le Secrétaire général a estimé que « les préoccupations relatives à une "reconnaissance" ne devraient pas constituer en soi un obstacle insurmontable sur la voie d'une plus grande coopération » et a lancé un nouvel appel à l'approfondissement des liens et des contacts pour favoriser la confiance entre les communautés et répondre aux préoccupations des Chypriotes turcs concernant l'isolement. Il a fait remarquer que « la division continue de l'île et l'absence de contacts réguliers entre les parties en dehors des négociations génér[ai]ent des tensions et entrav[ai]ent la capacité des parties à régler les problèmes qui peuvent avoir des répercussions préjudiciables à la sécurité et au bien-être de leurs communautés » (S/2019/562, par. 61)⁴.

12. Dans les zones où une coopération bicommunautaire existe, les efforts conjoints ont contribué à la promotion et à la protection des droits de l'homme. Par exemple, pendant la période considérée, la salle de communication mixte a contribué à l'échange d'informations sur des enquêtes pénales, des personnes disparues, des affaires de violence familiale et des différends familiaux ou relatifs à la garde d'enfants⁵. L'UNFICYP a également collaboré avec la salle de communication mixte pour faire mieux connaître les problèmes liés à la violence fondée sur le genre, compte tenu des multiples cas de meurtres commis dans le sud et dont les victimes étaient des femmes et des enfants migrants (S/2019/562, par. 23). D'autres domaines de collaboration bicommunautaire sont mentionnés dans le présent rapport.

III. Préoccupations relatives aux droits de l'homme

13. La division persistante de Chypre a des incidences sur les droits de l'homme dans l'ensemble de l'île, notamment sur le droit à la vie et la question des personnes disparues ; la non-discrimination ; la liberté de circulation et du droit de demander asile ; le droit de propriété ; la liberté de religion ou de conviction et les droits culturels ; la liberté d'opinion et d'expression ; et le droit à l'éducation. En outre, il est important de prendre en compte les questions de genre, en particulier dans le cadre du processus de paix.

A. Le droit à la vie et la question des personnes disparues

14. Selon l'article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne⁶. De plus, l'article premier de la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées dispose que tout acte conduisant à une disparition forcée constitue un outrage à la dignité humaine ; il soustrait la victime de cet acte à la protection de la loi et cause de graves souffrances à la victime elle-même et à sa famille. Tout acte de disparition forcée viole le droit à la vie ou le met gravement en danger.

15. La présence de mines terrestres peut avoir un impact négatif sur plusieurs droits, y compris le droit à la vie. Dans sa résolution 2453 (2019), le Conseil de sécurité a noté le

⁴ Voir aussi par. 55 et 62.

⁵ La salle de communication mixte a été créée en 2009 en tant qu'organe fonctionnel du Comité technique de la criminalité et des questions pénales. Elle est composée de deux membres de chaque communauté et constitue un forum pour l'échange direct d'informations et de renseignements entre les deux forces de police. Voir www.uncyprstalks.org/criminal-matters-activities/.

⁶ Voir aussi l'article 6 1) du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

danger que les mines continuent de représenter et a déploré que les parties bloquent l'accès aux champs de mines qui subsistent dans la zone tampon. Le Conseil de sécurité a demandé aux deux parties de permettre aux démineurs d'accéder à la zone tampon et de faciliter l'enlèvement des mines qui s'y trouvent et les a exhortées à convenir d'un plan de travail pour débarrasser Chypre de toutes ses mines. Dans la résolution 2483 (2019), le Conseil de sécurité a demandé aux deux parties d'accepter et d'exécuter un plan de travail visant à débarrasser Chypre de toutes ses mines, notamment en mettant en œuvre l'accord conclu le 26 février 2019.

16. Le 26 février 2019, les dirigeants avaient accepté la mesure de confiance proposée par l'UNFICYP, consistant à éliminer les mines de neuf zones supposées dangereuses de part et d'autre de la zone tampon. Aucun progrès n'a cependant été fait concernant les quatre champs de mines situés à l'intérieur de la zone tampon, dont les trois champs de mines actifs contrôlés par le Gouvernement.

17. Le Secrétaire général a fait observer que la division continue de Chypre entravait la capacité des parties à régler les problèmes pouvant avoir des répercussions préjudiciables à la sécurité et au bien-être de leurs communautés, notamment s'agissant de l'impunité lorsque des crimes sont commis (S/2019/562, par. 61). L'affaire *Güzelyurtlu et autres c. Chypre et Turquie*, jugée par la Grande Chambre de la Cour européenne des droits de l'homme le 29 janvier 2019, illustre les conséquences de la division sur le droit à la vie⁷. Dans cette affaire, la Cour a conclu que les deux États défendeurs étaient tenus de coopérer l'un avec l'autre dans une enquête pour meurtre, au titre de l'obligation procédurale de respecter le droit à la vie consacré par l'article 2 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (la Convention européenne des droits de l'homme)⁸. La Cour a noté que les tentatives faites par Chypre afin d'obtenir que les suspects se trouvant dans le Nord lui soient remis par l'intermédiaire de l'UNFICYP avaient été vains et que Chypre n'avait aucune relation diplomatique officielle avec la Turquie, mais avait soumis des demandes d'extradition par l'intermédiaire de l'ambassade de Turquie à Athènes. Dans les circonstances de l'espèce, la Cour a jugé que Chypre avait fait tout ce que l'on pouvait raisonnablement attendre d'elle. Elle a aussi noté qu'il n'était pas déraisonnable de la part de Chypre d'avoir refusé de communiquer l'ensemble du dossier d'enquête, ce qui équivaldrait en substance « à une transmission par Chypre de l'affaire pénale aux tribunaux de la « RTCN » [République turque de Chypre-Nord], et que Chypre renoncerait ainsi à sa compétence pénale sur un meurtre qui a été commis sur le territoire dont elle a le contrôle et cette compétence serait transférée à des tribunaux d'une entité non reconnue qui a été mise en place sur son territoire »⁹. En outre, la Cour a conclu que faute d'avoir donné une réponse motivée aux demandes d'extradition présentées par Chypre, la Turquie avait manqué à l'obligation de coopérer qui découlait pour elle du volet procédural du droit à la vie¹⁰.

18. À la suite des affrontements intercommunautaires de 1963 et 1964, des événements de juillet 1974 et de faits ultérieurs, les deux communautés ont officiellement déclaré au Comité des personnes disparues à Chypre la disparition de 1 510 Chypriotes grecs et de 492 Chypriotes turcs. Au cours de la période considérée, le Comité a poursuivi son projet bicommunautaire relatif à l'exhumation, à l'identification et à la restitution des dépouilles mortelles des personnes disparues. Au 30 novembre 2019, il avait exhumé les restes de 1 230 personnes dans les deux parties de l'île et avait pu identifier 965 personnes disparues dont les dépouilles ont été restituées à leur famille, dont 51 au cours de la période considérée.

19. Conformément à l'accord de 2016-2018 conclu avec les autorités turques, le Comité a procédé à des fouilles dans 30 zones militaires situées dans la partie nord de Chypre, d'où elle a jusqu'à ce jour exhumé les restes de 37 personnes présumées disparues. En juin 2019, la Turquie a donné au Comité accès à 30 zones militaires supplémentaires, dont cinq devaient être fouillées en décembre 2019.

⁷ Arrêt de la Grande Chambre, requête n° 36925/07.

⁸ Ibid., par. 239.

⁹ Ibid., par. 253.

¹⁰ Ibid., par. 262 à 266.

20. Pour obtenir des informations supplémentaires sur d'éventuels lieux d'inhumation, l'équipe d'archivistes du Comité s'est rendue au siège de l'ONU à New York en juillet, en août et en octobre 2019 pour effectuer des recherches et a achevé l'examen des archives du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à Genève en septembre 2019.

21. En avril 2019, le Comité a publié une étude conjointe avec le CICR, fondée sur des entretiens menés avec 170 familles chypriotes grecques et chypriotes turques qui n'avaient pas encore reçu les dépouilles de leurs proches. L'étude a mis en avant les besoins persistants de ces familles, notamment le besoin de savoir ce qui est arrivé à leurs proches et où ils se trouvent, le besoin de reconnaissance, les besoins d'ordre psychologique et psychosocial, ainsi que les besoins d'ordre économique et administratif. Le Comité a communiqué l'étude aux autorités de Chypre et leur a demandé de répondre à ces besoins¹¹. En octobre 2019 à Nicosie, le Comité a coorganisé avec le CICR un atelier international d'experts visant à améliorer les dispositions prises par les autorités et la société civile face au problème des personnes disparues.

22. Dans sa résolution 2483 (2019), le Conseil de sécurité a salué les travaux du Comité Unité des personnes disparues des personnes disparues à Chypre et engagé toutes les parties à resserrer rapidement leur coopération avec lui, notamment en lui donnant plein accès à toutes les zones et en répondant sans délais aux demandes d'informations d'archives concernant d'éventuels lieux d'inhumation.

23. Les Délégués des Ministres du Conseil de l'Europe ont continué à surveiller l'exécution des arrêts relatifs aux Chypriotes grecs disparus et à leur famille. Le 6 décembre 2018, ils ont réitéré leur profond regret concernant la décision de la Turquie de ne pas participer aux discussions et en ont appelé à la Turquie pour qu'elle coopère avec le Comité¹². Le 14 mars 2019, ils ont à nouveau déploré la décision de la Turquie de ne pas participer aux discussions et ont invité instamment les autorités turques à reprendre leur coopération avec le Comité et à fournir les informations demandées en ce qui concerne la question des personnes disparues. Ils ont rappelé les questions humanitaires importantes soulevées dans l'affaire, et ont demandé aux autorités turques de s'assurer que le Comité des personnes disparues dispose d'un accès sans entrave à toutes les zones d'intérêt, y compris aux zones militaires, dans la partie nord de Chypre, et de fournir d'office au Comité toute information provenant des archives pertinentes, y compris des archives militaires, en leur possession sur les lieux d'inhumation et sur les sites où des dépouilles auraient pu être déplacées. Les Délégués des Ministres ont aussi réitéré leur appel aux autorités turques afin qu'elles garantissent l'effectivité des enquêtes de l'Unité des personnes disparues tout comme leur achèvement rapide¹³.

24. Aux deux réunions, les Délégués des Ministres ont insisté à nouveau sur l'obligation inconditionnelle de la Turquie de payer sans plus de retard la satisfaction équitable allouée par la Cour européenne.

B. Non-discrimination

25. Selon l'article premier de la Déclaration universelle des droits de l'homme, tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. L'article 7 dispose que tous sont égaux devant la loi et ont droit sans distinction à une égale protection de la loi¹⁴. De plus, tous ont droit à une protection égale contre toute discrimination qui violerait la Déclaration et contre toute provocation à une telle discrimination.

26. La division de Chypre, et les effets qu'elle continue de produire, contribuent à entraver le plein exercice des droits à l'égalité et à la non-discrimination par toutes les

¹¹ Comité des personnes disparues à Chypre et CICR, «Needs of families of missing persons in Cyprus» (avril 2019).

¹² Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, décisions adoptées à la 1331^e réunion, tenue du 4 au 6 décembre 2018 (CM/Del/Dec(2018)1331/H46-30) sur l'affaire *Varnava et autres c. Turquie*.

¹³ Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, décisions adoptées à la 1340^e réunion, tenue du 12 au 14 mars 2019 (CM/Del/Dec(2019)1340/H46-23) sur l'affaire *Chypre c. Turquie*.

¹⁴ Voir aussi l'article 26 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

personnes. De nombreuses personnes ont été déplacées, notamment en 1974 lorsque des Chypriotes grecs ont dû partir vers le sud de l'île et des Chypriotes turcs ont dû rejoindre le nord de l'île, et leurs descendants sont également concernés. On estime que 228 000 personnes sont encore déplacées à l'heure actuelle¹⁵. En outre, plusieurs autres groupes peuvent faire d'objet de discrimination.

27. Dans le cadre de l'Examen périodique universel concernant Chypre, le Gouvernement a accepté plusieurs recommandations visant à lutter contre la discrimination, notamment raciale à l'égard des Chypriotes turcs et des Roms et dans le traitement de tous ceux qui demandent la nationalité chypriote. Le Gouvernement a aussi accepté des recommandations précises quant à l'adoption d'une stratégie assortie d'un plan d'action pour lutter contre les attitudes discriminatoires et les discours haineux dirigés contre les migrants et les minorités raciales, et à la création d'un mécanisme national pour promouvoir le multiculturalisme, l'acceptation et le respect de la diversité.

28. À la suite de l'examen périodique universel, le 20 août 2019, la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a adressé une lettre au Ministre des affaires étrangères de Chypre, dans laquelle elle conseille au Gouvernement d'accorder une attention particulière à certains domaines, notamment la prévention du racisme et la lutte contre ce phénomène, la discrimination, le discours de haine et les crimes de haine visant notamment les migrants, les Chypriotes turcs et les Roms, et de veiller à ce que de tels actes ne restent pas impunis¹⁶.

29. Au cours de la période considérée, les poursuites pénales engagées contre plusieurs Chypriotes grecs accusés d'avoir attaqué des véhicules appartenant à des Chypriotes turcs le 18 novembre 2015 se sont achevées. Huit accusés ont plaidé coupable pour plusieurs chefs d'accusation ; 3 d'entre eux ont été condamnés et 5 sont en attente de jugement. Les charges retenues contre quatre accusés ont été abandonnées¹⁷.

30. Le Secrétaire général a noté que parallèlement à l'interruption récente du processus politique et des incertitudes entourant sa poursuite, des tensions de faible niveau dans la zone tampon et alentour, ainsi qu'une méfiance persistante de part et d'autre de la ligne de partage ne cessaient d'augmenter (S/2019/562, par. 10). L'UNFICYP a continué de s'efforcer à apaiser les tensions et promouvoir la coopération entre les communautés. Elle a aussi continué à apporter une aide humanitaire aux membres des communautés chypriotes grecques et maronites dans le nord et des communautés chypriotes turques dans le sud, notamment en effectuant des visites à domicile et dans les écoles, des livraisons d'aide humanitaire, le transfert des personnes décédées et des visites dans les lieux de détention (ibid., par. 34). Cependant, le Secrétaire général et le Conseil de sécurité ont demandé aux parties et à leurs dirigeants de redoubler d'efforts, y compris en cultivant un discours public positif, en levant les obstacles à la paix dans les manuels scolaires et en s'abstenant de toute lecture du passé susceptible d'entretenir les conflits et les divisions (S/2019/562, par. 53)¹⁸.

C. Liberté de circulation et droit de demander asile

31. Selon l'article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un État, ainsi que le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays¹⁹.

¹⁵ Observatoire des situations de déplacement interne et Conseil norvégien pour les réfugiés, *Rapport mondial sur le déplacement interne* (mai 2019), p. 128 (sur la base de chiffres communiqués par la délégation de Chypre à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe).

¹⁶ Voir https://lib.ohchr.org/HRBodies/UPR/Documents/Session32/CY/HC_letter_Cyprus.pdf. Voir aussi CCPR/C/CYP/QPR/5, par. 4, 5 et 24.

¹⁷ *Nicosia Police Director v. KB and others*, affaire n° 15043/2016, 28 juin 2019, tribunal de district de Nicosie.

¹⁸ Voir aussi les résolutions 2453 (2019) et 2483 (2019) du Conseil de sécurité.

¹⁹ Voir aussi l'article 12 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

L'article 14 dispose que, devant la persécution, toute personne a le droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile en d'autres pays²⁰.

32. À Chypre, la circulation entre les parties nord et sud de l'île n'est possible qu'en neuf points de passage officiels, ce qui manifestement limite la liberté de circulation. Pendant la période considérée, l'UNFICYP a déclaré 3 624 256 passages officiels par la zone tampon.

33. La possibilité pour les Chypriotes de franchir la Ligne verte a favorisé l'exercice du droit à la liberté de circulation, l'établissement de contacts intercommunautaires et l'accès à d'autres droits. Comme le Secrétaire général l'a constaté, l'ouverture du point de passage de Deryneia/Derinya en novembre 2018 a promu la coopération dans la région de Famagouste, et l'espace communautaire « Garage » semble bien placé pour servir de plateforme aux activités bicommunautaires menées dans la région. En outre, le 26 mai 2019, plus de 5 600 Chypriotes turcs, un nombre sans précédent, sont passés du nord au sud pour participer à l'élection des représentants de la République de Chypre au Parlement européen ; à cette occasion, un Chypriote turc a pour la première fois été élu au Parlement européen (S/2019/562, par. 7 et 30).

34. Dans son rapport de juillet 2019, la Commission européenne a signalé une augmentation du nombre de Chypriotes grecs et une baisse du nombre de Chypriotes turcs qui ont franchi la Ligne verte en 2018, ainsi qu'une augmentation régulière du nombre de franchissements par des citoyens de l'Union européenne non chypriotes et des ressortissants de pays tiers. Aucun incident n'a été signalé en ce qui concerne le franchissement de la ligne, mais les bus chypriotes turcs transportant des citoyens de l'Union européenne ne sont toujours pas autorisés à se rendre dans le sud de l'île²¹.

35. Le 27 novembre 2019, le Conseil des ministres de la République de Chypre a approuvé une modification du Code de mise en œuvre du Règlement (CE) n° 866/2004 du Conseil européen relatif à la Ligne verte. La modification pourrait avoir une incidence sur la liberté de circulation, car elle prévoit des contrôles pour les personnes franchissant la Ligne verte et des limitations du droit de la franchir pour certaines catégories de personnes. Elle prévoit notamment que seuls les ressortissants de certains pays tiers ont le droit de franchir la Ligne verte, dont les citoyens de l'Union européenne, les personnes qui entrent par les points d'entrée situés dans les zones contrôlées par le Gouvernement ou qui séjournent de façon régulière dans le pays, les titulaires de permis de séjour de longue durée ou permanents ou les membres de la famille de Chypriotes ou de citoyens de l'Union européenne. La modification prévoit aussi qu'une permission exceptionnelle peut être accordée à des personnes n'y ayant normalement pas droit, sur la base de critères d'ordre médical ou humanitaire.

36. En 2019, dans le cadre de l'Examen périodique universel concernant Chypre, le Gouvernement a indiqué qu'en 2018 Chypre avait enregistré la plus forte proportion de premières demandes d'asile par habitant de l'ensemble de l'Union européenne (A/HRC/41/15, par. 20). En 2018, les autorités compétentes de la République de Chypre ont reçu 7 761 demandes d'asile (S/2019/562, par. 36). D'après la Commission européenne, 4 233 de ces demandes émanaient de migrants en situation irrégulière ayant franchi la Ligne verte du nord vers le sud²². En 2019, le nombre de demandes d'asile a continué de croître, la majorité des demandeurs provenant toujours de la partie nord de Chypre. Le HCR a constaté que cette augmentation avait mis à rude épreuve les capacités d'accueil. Un nombre de plus en plus grand de demandeurs d'asile n'ont ni logement ni ressources, et les décisions de première instance sont prises avec un retard de plus en plus grand.

37. Face à ces tendances, l'UNFICYP a intensifié ses patrouilles de police dans les secteurs de la zone tampon soupçonnés de servir d'itinéraires de transit et assure bien souvent les premiers secours lorsque des réfugiés ou des demandeurs d'asile arrivés

²⁰ Ibid.

²¹ Commission européenne, rapport de la Commission au Conseil, COM(2019) 323 final, 5 juillet 2019, sect. 1.1.

²² Commission européenne, rapport de la Commission au Conseil, COM(2019) 323 final, 5 juillet 2019, sect. 1.2.

directement dans la zone tampon nécessitent une aide d'urgence (S/2019/37, par. 34 et 35, et S/2019/562, par. 36 et 37). Dans la partie nord de Chypre, l'absence de régime d'asile et le risque de refoulement restent des motifs de préoccupation (A/HRC/40/22, par. 8). En juin 2019, pour limiter le nombre d'arrivées, les autorités chypriotes turques ont imposé des conditions d'entrée aux ressortissants syriens, poussant ces derniers à risquer un voyage périlleux en mer. En 2019, une réflexion a été consacrée à l'introduction de dispositions juridiques de base relatives à la traite des personnes et à l'asile.

38. Dans la liste de points établie le 9 août 2019, avant la soumission du cinquième rapport périodique de Chypre, le Conseil des droits de l'homme a demandé au Gouvernement de rendre compte des efforts déployés pour ouvrir de nouveaux points de passage et faciliter l'accès au sud de l'île. Il lui a aussi demandé de préciser si les bénéficiaires d'une protection internationale étaient autorisés à se rendre dans la partie nord de l'île (CCPR/C/CYP/QPR/5, par. 17).

D. Droits de propriété

39. L'article 17 de la Déclaration universelle des droits de l'homme dispose que toute personne, aussi bien seule qu'en collectivité, a droit à la propriété et que nul ne peut être arbitrairement privé de sa propriété.

40. En ce qui concerne les réclamations portant sur les biens fonciers dans la partie nord de Chypre, la Commission des biens immobiliers a indiqué qu'au 30 novembre 2019, elle avait reçu 6 623 demandes depuis sa création ; 970 d'entre elles ont débouché sur des règlements à l'amiable et 33 ont été réglées par des procédures judiciaires officielles. Elle a versé 303 877 517 livres sterling au total à titre d'indemnités, et elle a tranché en faveur d'un échange assorti d'indemnités dans deux cas, de la restitution dans trois cas et de la restitution assortie d'indemnités dans sept cas. Dans un cas, elle a rendu une décision de restitution, après le règlement de la question chypriote, et dans un autre, elle a rendu une décision de restitution partielle.

41. En ce qui concerne les droits de propriété dans le sud, conformément à la loi n° 139/1991 sur les biens fonciers chypriotes turcs, la gestion de ceux-ci reste confiée à l'administrateur. Un certain nombre d'affaires les concernant ont été jugées par les tribunaux de la République de Chypre. Par exemple, dans l'affaire *Mehmet c. Ministre de l'intérieur*, la Cour suprême de Chypre a rejeté l'appel qu'une Chypriote turque résidant dans le sud et agissant en sa qualité de gestionnaire de la succession de sa grand-mère avait interjeté contre la décision de l'administrateur d'accorder à un tiers l'usufruit de l'un des biens. En vertu de cette décision, l'usufruitier, un Chypriote grec déplacé de la partie nord de Chypre, devait pourvoir occuper le bien à vie ou jusqu'à ce que la question chypriote soit réglée, si ce délai était plus court²³.

42. Les Délégués des Ministres du Conseil de l'Europe ont continué à surveiller l'exécution des arrêts rendus par la Cour européenne des droits de l'homme au sujet des droits de propriété. Le 6 décembre 2018, s'agissant des droits de propriété des Chypriotes grecs résidant dans la partie nord de l'île, ils ont réitéré leur profond regret concernant la décision de la Turquie de ne pas participer aux discussions et en ont appelé une fois encore à la Turquie pour qu'elle coopère avec le Comité²⁴. Le 25 septembre 2019, ils ont rappelé leur décision précédente dans laquelle ils avaient salué les mesures prises concernant les droits de propriété des Chypriotes grecs enclavés et de leurs héritiers. Ils ont demandé des informations sur le nombre de demandes dont la Commission des biens immobiliers avait été saisie concernant spécifiquement les droits des propriétaires chypriotes grecs résidant encore dans la partie nord de Chypre et de leurs héritiers, ainsi que sur l'issue de ces procédures. Les Délégués des Ministres ont décidé de reprendre l'examen de la question à

²³ *Mehmet c. Ministre de l'intérieur*, appel n° 33/2013, 14 mars 2019, Cour suprême de Chypre (juridiction secondaire).

²⁴ Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, décisions adoptées à la 1331^e réunion, tenue du 4 au 6 décembre 2018 (CM/Del/Dec(2018)1331/H46-28), au sujet de l'affaire *Chypre c. Turquie*.

leur réunion de juin 2020, afin de déterminer s'ils pouvaient mettre un terme à leur surveillance de cette partie de l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme²⁵.

43. En outre, le 6 décembre 2018 et le 14 mars 2019, les Délégués des Ministres ont insisté à nouveau sur l'obligation inconditionnelle de la Turquie de payer la satisfaction équitable allouée dans 33 affaires du groupe *Xenides-Arestis*²⁶. Le 6 décembre 2018, ils ont également décidé qu'ils réexamineraient une éventuelle clôture de l'affaire *Loizidou*, à leur 1348^e réunion en juin 2019²⁷. Aucune décision n'a été adoptée sur cette affaire à ladite réunion.

44. En ce qui concerne les biens situés dans la zone tampon, l'UNFICYP a continué à gérer un système de permis pour les activités civiles telles que l'agriculture, le pâturage, la construction et la maintenance d'équipements. Selon le Secrétaire général, cette dimension du travail de l'UNFICYP est un aspect fondamental de la prévention des tensions et exige de la Force qu'elle trouve un juste équilibre entre les aspects liés à la sécurité et le fait de faciliter la poursuite d'activités raisonnables dans la zone tampon, en particulier lorsque les moyens de subsistance de la population en dépendent (S/2019/562, par. 19, 20 et 58).

45. Le 9 octobre 2019, dans une déclaration faite à la presse sur Chypre, le Conseil de sécurité a rappelé l'importance du statut de Varosha, tel que défini dans ses résolutions antérieures, et réaffirmé qu'aucune action contraire à ces résolutions ne devrait être entreprise concernant Varosha²⁸. Le HCDH rappelle la résolution 1987/50 par laquelle la Commission des droits de l'homme, avait considéré comme illégales les tentatives en vue d'installer, où que ce soit dans Varosha, des personnes autres que les habitants de la localité et avait demandé l'arrêt immédiat de ces activités.

E. Liberté de religion ou de conviction et droits culturels

46. Selon l'article 18 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion ; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction, seule ou en commun, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites²⁹. En outre, l'article 27 dispose que toute personne a le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté, de jouir des arts et de participer au progrès scientifique et aux bienfaits qui en résultent³⁰.

47. Les chefs religieux de Chypre ont maintenu leur engagement en faveur de la consolidation de la paix et de la liberté religieuse dans le cadre du volet religieux du processus de paix à Chypre, sous les auspices de l'ambassade de Suède. Ils ont travaillé à instaurer la confiance entre leurs communautés religieuses respectives, qui sont divisées en raison du conflit, et ils ont mené plusieurs activités et projets dans le cadre de l'initiative « La foi pour les droits »³¹. Deux séminaires ont notamment été organisés en décembre 2018 et en octobre 2019, en coopération avec le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe

²⁵ Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, décisions adoptées à la 1335^e réunion, tenue du 23 au 25 septembre 2019 (CM/Del/Dec(2019)1355/H46-25), au sujet de l'affaire *Chypre c. Turquie*.

²⁶ Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, décisions adoptées à la 1331^e réunion, tenue du 4 au 6 décembre 2018 (CM/Del/Dec(2018)1331/H46-31), au sujet du groupe d'affaires *Xenides-Arestis c. Turquie* ; Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, décisions adoptées à la 1340^e réunion, tenue du 12 au 14 mars 2019 (CM/Del/Dec(2019)1340/H46-26), au sujet du groupe d'affaires *Xenides-Arestis c. Turquie*.

²⁷ Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, décisions adoptées à la 1331^e réunion, tenue du 4 au 6 décembre 2018 (CM/Del/Dec(2018)1331/H46-31), au sujet du groupe d'affaires *Xenides-Arestis c. Turquie*.

²⁸ Voir www.un.org/press/fr/2019/sc13980.doc.hrm.

²⁹ Voir également le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, art. 18, et la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction, art. 1.

³⁰ Voir également le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, art. 15.

³¹ Voir www.ohchr.org/EN/Issues/FreedomReligion/Pages/FaithForRights.aspx.

(OSCE), à l'intention des chefs religieux et des représentants des communautés religieuses sur les normes internationales en matière de liberté de religion ou de conviction, y compris leurs liens avec la liberté d'expression. Le séminaire d'octobre 2019 comportait une session spéciale sur les droits des femmes et la liberté de religion ou de conviction, ainsi qu'un séminaire de formation pour 20 jeunes et étudiants issus des cinq principales communautés religieuses de Chypre. En octobre 2019, les acteurs du volet religieux ont également organisé un séminaire « La foi pour les droits » sur le rôle que les communautés religieuses peuvent jouer dans la lutte contre la traite des êtres humains et l'aide aux victimes, faisant suite à la déclaration faite en 2017 par des chefs religieux qui avaient alors condamné toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles³².

48. Les chefs religieux ont également dénoncé publiquement les attentats terroristes commis en Nouvelle-Zélande et à Sri Lanka, et publié des déclarations condamnant tout discours de haine qui incite à la violence, à la discrimination ou à l'hostilité au nom de la religion ou de la conviction. Dans le cadre du volet religieux, les médias sociaux servent d'outil pour augmenter la portée de la promotion du respect de toutes les traditions religieuses à Chypre, conformément à la Déclaration de Beyrouth sur « La foi pour les droits » et aux 18 engagements dont elle est assortie (A/HRC/40/58, annexes I et II). Pour défendre conjointement le droit à l'accès et au culte dans toute l'île, les chefs religieux ont également conseillé un chercheur universitaire dans le cadre d'un projet de cartographie des sites chrétiens et musulmans du patrimoine religieux à Chypre.

49. En ce qui concerne la partie nord de l'île, l'UNFICYP facilite, sur demande, l'accès aux sites de célébration des offices religieux et de commémoration. Les autorités chypriotes turques ont maintenu les six critères énoncés dans le document intitulé « Conditions d'octroi des autorisations de célébration des offices religieux en République turque de Chypre-Nord », qui ont suscité des préoccupations quant à l'accessibilité des sites religieux et à l'exercice de la liberté de religion et des droits culturels (A/HRC/37/22, par. 43). L'UNFICYP a précisé que pendant la période considérée, 87 des 129 demandes qui lui avaient été présentées afin qu'elle facilite la tenue de manifestations et d'offices religieux dans le nord de l'île avaient été approuvées. Quatre autres sites religieux, inaccessibles depuis 1974, ont été ouverts au culte pour la première fois.

50. L'UNFICYP a également facilité la tenue d'offices religieux et de commémorations dans la zone tampon, dont sept ont eu lieu pendant la période considérée. Pour la première fois depuis 1963, d'anciens habitants du village chypriote turc de Dhenia ont eu la possibilité de prier à la mosquée de Dhenia, où ils ont été chaleureusement accueillis par les résidents chypriotes grecs (S/2019/562, par. 33).

51. En ce qui concerne le sud, le Gouvernement a continué à faciliter la traversée des pèlerins vers la mosquée Hala Sultan Tekke à Larnaca. Au cours de la période considérée, les responsables du volet religieux du processus de paix à Chypre, avec l'aide de l'UNFICYP, ont coordonné trois pèlerinages spéciaux à Hala Sultan Tekke, auxquels ont participé environ 1 400 pèlerins d'origine turque qui ne sont autrement pas en mesure de se rendre dans les zones de Chypre contrôlées par le Gouvernement.

52. Lors de la réunion du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel, le Gouvernement chypriote a indiqué qu'il attachait une grande importance à la préservation du patrimoine culturel et à ce qu'il représente pour la jouissance des droits culturels (A/HRC/41/15, par. 19). Il a accepté les recommandations l'invitant à redoubler d'efforts pour encourager le dialogue et la compréhension entre les religions, et à garantir l'accessibilité des sites religieux, l'exercice de la liberté de religion et des droits culturels pour tous, sans discrimination aucune. Il a également accepté les recommandations en faveur de campagnes de sensibilisation et de programmes pédagogiques portant sur les droits culturels et l'importance du patrimoine culturel³³.

53. Le Comité technique du patrimoine culturel, avec le soutien du PNUD et de la Commission européenne, a poursuivi ses travaux de protection et de préservation des sites appartenant au patrimoine culturel. Il a achevé un certain nombre de travaux et de projets

³² Voir www.religioustrack.com/joint-statement-condemning-violence-against-women-and-girls.html.

³³ A/HRC/41/15, par. 139.31, 139.54, 139.90 et 139.124, et A/HRC/41/15/Add.1, par. 18 et 22.

de restauration, notamment à l'église Sainte-Anne et à la mosquée des Tanneurs à Famagouste. En février 2019, le Comité a efficacement collaboré avec les deux municipalités de Nicosie et les représentants du volet religieux du processus de paix à Chypre et reçu le soutien de l'UNFICYP pour faire face à l'effondrement partiel d'une église du X^e siècle dans le centre de Nicosie. En outre, le Comité a lancé l'initiative des jeunes ambassadeurs du patrimoine, dans le cadre de laquelle de jeunes Chypriotes grecs et turcs s'efforcent d'en amener d'autres à coopérer pour le bien de leur patrimoine commun (S/2019/562, par. 25 et 28).

F. Liberté d'opinion et d'expression

54. Selon l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression. Ce droit implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit³⁴.

55. Le Gouvernement chypriote a pris note de la recommandation que lui a adressée le Groupe de travail sur l'Examen périodique universel à sa réunion, l'invitant à réviser la loi relative à la procédure de normalisation des noms géographiques. Cette loi, qui érige en infraction la publication de noms de lieux différant de ceux spécifiés dans les documents officiels, inquiète la Rapporteuse spéciale dans le domaine des droits culturels et le Comité des droits de l'homme, qui la jugent incompatible avec le droit à la liberté d'expression³⁵. Dans ses observations sur les recommandations qu'il a reçues dans le cadre de l'Examen périodique universel, le Gouvernement a affirmé ce qui suit : « La législation nationale en vigueur s'attache à décourager et à déjouer toute tentative visant à décimer davantage le patrimoine culturel dans les zones occupées de Chypre » (A/HRC/41/15/Add.1, par. 36).

56. Comme l'a dit le Secrétaire général, le Conseil de sécurité a fait de nombreuses recommandations aux parties concernant le renforcement de la participation de la société civile, en particulier des femmes et des jeunes, en tant qu'élément clé de la consolidation de la paix. Il a exhorté les parties à promouvoir et appuyer davantage de telles initiatives. Il a également engagé la société civile à s'impliquer en vue de donner un élan au processus, et encouragé toutes les parties à proposer des idées novatrices afin d'aider à aplanir les derniers différends (S/2019/562, par. 45 et 54, et S/2019/37, par. 49).

57. La Commission européenne a poursuivi son programme de développement économique de la communauté chypriote turque, par lequel elle soutient notamment la société civile. En 2018, dans le cadre du projet d'espace civique, elle a continué à renforcer les capacités des organisations de la société civile et à promouvoir un environnement favorable à leur développement. Le Forum de la société civile s'est réuni tous les trois mois et a offert une plateforme où les organisations de la société civile pouvaient exprimer leurs attentes et faire connaître leurs priorités. La Commission a soutenu un certain nombre d'initiatives en faveur de la citoyenneté active et d'actions de la société civile dans des domaines tels que la paix et la réconciliation, les droits de l'homme, l'art et l'environnement³⁶.

58. Le Représentant de l'OSCE pour la liberté des médias a maintenu sa participation au projet de dialogue des médias chypriotes, dans le cadre duquel des journalistes des deux communautés participent à des activités visant à promouvoir un journalisme de qualité. En octobre 2019, dans le cadre du projet, il a lancé la deuxième vague d'échanges pour les journalistes des deux communautés, laquelle permettra à 8 journalistes chypriotes grecs de travailler dans un média chypriote turc, et à 7 journalistes chypriotes turcs, de travailler dans un média chypriote grec. Les participants vont ainsi s'immerger dans une nouvelle salle de rédaction et faire des reportages sur des événements locaux qu'ils partageront

³⁴ Voir également le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, art. 19.

³⁵ Voir A/HRC/34/56/Add.1, par. 48 et 106 et CCPR/C/CYP/CO/4, par. 21.

³⁶ Commission européenne, Rapport de la Commission au Conseil, COM(2019) 322 final, 5 juillet 2019, sect. 4.2.3.

ensuite dans leur média d'origine. L'échange vise à encourager le dialogue et à contribuer à la diversité des médias et à la libre circulation de l'information, en ce qu'il permet de fournir au public chypriote du contenu médiatique sur la vie des deux communautés³⁷.

59. Le Représentant pour la liberté des médias a fait part de ses préoccupations au sujet des journalistes Şener Levent et Ali Osman Tabak du journal chypriote turc *Afrika*. Le 22 avril 2019, il a publié une déclaration pour condamner la peine de cinq ans d'emprisonnement qu'ils encouraient pour insulte et diffamation à l'égard du Président turc. Le 17 mai 2019, il a salué la décision par laquelle ils ont été acquittés³⁸. Au moment de la rédaction du présent rapport, un appel restait pendant dans cette affaire.

G. Droit à l'éducation

60. Aux termes de l'article 26 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, toute personne a droit à l'éducation ; l'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales ; elle doit favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations et tous les groupes raciaux ou religieux, ainsi que le développement des activités des Nations Unies pour le maintien de la paix³⁹. La Déclaration prévoit également que les parents ont, par priorité, le droit de choisir le genre d'éducation à donner à leurs enfants.

61. La Commission européenne a poursuivi son programme de développement économique de la communauté chypriote turque, y compris les mécanismes destinés à promouvoir le droit à l'éducation. En 2018, elle a continué à mettre en œuvre des projets visant à améliorer les capacités d'enseignement et d'apprentissage dans les écoles, des projets d'apprentissage tout au long de la vie destinés à renforcer les compétences et l'employabilité et des projets scolaires pour renforcer l'inclusion sociale et la mobilité des enfants ayant des besoins particuliers. Elle a également poursuivi son programme de bourses destinées aux étudiants de la communauté chypriote turque, afin d'améliorer leur accès aux programmes d'échanges et d'éducation de l'Union européenne. Au cours de l'année universitaire 2018/19, elle a attribué des bourses à 171 étudiants des premier et deuxième cycles, ainsi qu'à des chercheurs et à des professionnels. Elle a constaté que le maintien du programme était considéré comme essentiel et qu'il existait une forte demande d'informations sur l'Union européenne au sein de la communauté chypriote turque⁴⁰.

62. Comme indiqué ci-dessus, le Secrétaire général a souligné que les divergences dans les programmes scolaires ainsi que les récits contradictoires et polémiques au sujet du passé restaient un sérieux obstacle à la réconciliation et à la coexistence pacifique sur l'île. Il a encouragé les dirigeants à faciliter des échanges d'étudiants dans toute l'île, à promouvoir l'éducation pour la paix à tous les niveaux et à suivre les recommandations conjointes présentées par le Comité technique bicommunautaire de l'éducation en novembre 2017 (S/2019/562, par. 53). Dans sa résolution 2483 (2019), le Conseil de sécurité a demandé aux dirigeants de lever les obstacles à la paix dans les ouvrages scolaires, dont les manuels, de manière à renforcer la confiance entre les communautés.

63. Le projet *Imagine*, développé par l'*Association for Historical Dialogue and Research* sous les auspices du Comité technique de l'éducation, a poursuivi son programme éducatif de lutte contre le racisme et de promotion d'une culture de la paix. Le projet existe depuis deux années scolaires et a rassemblé 3 665 étudiants et 397 enseignants appartenant à plus de 100 écoles réparties sur les deux communautés. Au cours de la deuxième année, le projet a étendu son champ d'action à toute l'île et a introduit des visites d'étude et la formation d'enseignants des deux communautés. Un appel à candidatures a été lancé pour

³⁷ Représentant de l'OSCE pour la liberté des médias, Regular Report to the Permanent Council, 21 novembre 2019, p. 6, 13 et 41.

³⁸ Représentant de l'OSCE pour la liberté des médias, Regular Report to the Permanent Council, 4 juillet 2019, p. 16.

³⁹ Voir également le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, art. 13 et 14, et la Convention relative aux droits de l'enfant, art. 28 et 29.

⁴⁰ Commission européenne, Rapport de la Commission au Conseil, COM(2019) 322 final, 5 juillet 2019, sections 4.2.2 et 4.2.4.

l'année scolaire 2019/20, en vue de nouvelles activités telles que le développement de matériel pédagogique qui favorise la consolidation de la paix et le dialogue interculturel⁴¹. La mission de bons offices du Secrétaire général a continué de faciliter le travail du Comité technique de l'éducation et de soutenir le projet Imagine.

64. L'UNFICYP a maintenu son appui logistique et son aide aux écoles primaires et secondaires chypriotes grecques situées dans la péninsule de Karpas. À la rentrée scolaire de septembre 2019, les autorités chypriotes turques ont rejeté la reconduction du contrat d'un enseignant chypriote grec de maternelle, ainsi que la nomination de deux nouveaux enseignants chypriotes grecs, qui avaient été désignés pour travailler dans les écoles.

H. Prise en compte des questions de genre

65. La résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité sur les femmes, la paix et la sécurité demande à tous les intéressés, lors de la négociation et de la mise en œuvre d'accords de paix, d'adopter une démarche soucieuse d'équité entre les sexes, en particulier : a) de tenir compte des besoins particuliers des femmes et des petites filles lors du rapatriement et de la réinstallation et en vue du relèvement, de la réinsertion et de la reconstruction après les conflits ; b) d'adopter des mesures venant appuyer les initiatives de paix prises par des groupes locaux de femmes et les processus locaux de règlement des différends, et faisant participer les femmes à tous les mécanismes de mise en œuvre des accords de paix ; c) d'adopter des mesures garantissant la protection et le respect des droits fondamentaux des femmes et des petites filles, en particulier dans les domaines de la Constitution, du système électoral, de la police et du système judiciaire. En outre, l'objectif de développement durable 5 appelle à garantir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles, notamment en mettant fin à toutes les formes de discrimination et en garantissant la participation entière et effective des femmes et leur accès en toute égalité aux fonctions de direction à tous les niveaux de décision, dans la vie politique, économique et publique.

66. Pour ce qui est de Chypre, dans sa résolution 2453 (2019), le Conseil de sécurité a souligné qu'il importait que la société civile, et les femmes en particulier, participent pleinement et véritablement à toutes les étapes du processus de paix et comptait qu'elles soient associées à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies d'après conflit aux fins d'une paix durable, notamment à la revitalisation du Comité technique de l'égalité des sexes. Il a invité l'Organisation des Nations Unies à donner suite, dans les limites des ressources existantes, à la proposition du Secrétaire général d'effectuer une étude d'impact socioéconomique tenant compte de la problématique femmes-hommes. Au cours de la période considérée, la mission de bons offices du Secrétaire général s'est attachée concrètement à faire progresser cette étude, dont un volet sera consacré aux effets différenciés selon le sexe d'un futur règlement et donnera lieu à la formulation de recommandations de politique sociale, afin qu'un futur règlement bénéficie véritablement tant aux femmes qu'aux hommes (S/2019/883, par. 31).

67. Dans sa résolution 2483 (2019), le Conseil de sécurité a demandé aux deux dirigeants d'appuyer davantage la participation de la société civile aux efforts de paix, et de lui garantir un rôle véritable, en particulier en renforçant l'implication des organisations de femmes et de jeunes dans le processus. Il leur a également demandé de donner au Comité technique de l'égalité des sexes les moyens de se réunir et d'élaborer un plan d'action promouvant la participation des femmes aux pourparlers de paix.

68. En janvier 2019, dans le cadre de l'Examen périodique universel concernant Chypre, le Gouvernement a accepté la recommandation l'invitant à continuer à impliquer davantage de femmes et de jeunes dans la vie publique et politique, ainsi que dans le processus de rapprochement entre les communautés chypriote grecque et chypriote turque (A/HRC/41/15, par. 139.151 ; A/HRC/31/40/Add.1, par. 31).

69. Le Secrétaire général a insisté sur le fait que les femmes et les jeunes devaient davantage participer au processus de paix. À ce propos, il a salué la reprise des travaux du

⁴¹ Voir www.ahdr.info/.

Comité technique de l'égalité des sexes le 18 septembre 2019, une première depuis 2016. Aidé par la mission de bons offices du Secrétaire général, le Comité a examiné diverses initiatives et a reconnu qu'il devait élaborer un plan d'action promouvant la participation des femmes aux pourparlers de paix, comme le Conseil de sécurité l'y avait encouragé dans sa résolution 2483 (2019) (S/2019/883, par. 24).

70. Au cours de la période considérée, l'UNFICYP a continué à soutenir le dialogue intercommunautaire avec les organisations de la société civile dans toute l'île, en particulier celles qui font intervenir des femmes. Les activités destinées à mobiliser les femmes en dehors de Nicosie n'ont cessé de s'étendre, notamment sur des questions qui touchent particulièrement les femmes, comme la violence fondée sur le genre. Il est à noter qu'en novembre 2019, des groupes de femmes de Nicosie et d'ailleurs ont participé à des réunions stratégiques avec l'une des cofondatrices de la coalition des femmes d'Irlande du Nord (*Northern Ireland Women's Coalition*).

71. En outre, des organisations de défense des droits des lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexes des deux communautés à Chypre se sont réunies le 5 octobre 2019 pour le premier festival bicommunautaire, organisé par le projet d'espace civique soutenu par l'Union européenne. L'événement a marqué l'étroite coopération des organisations visant à unifier le mouvement pour la promotion et la protection des droits des lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexes dans toute l'île.

IV. Conclusions

72. Malgré la division persistante de Chypre, de nombreux acteurs ont continué à travailler pour contribuer de façon concrète et positive à la promotion et la protection des droits de l'homme. Ainsi, au cours de la période considérée, on a assisté à la poursuite du dialogue interreligieux et à des initiatives de renforcement des capacités menées dans le cadre de « La foi pour les droits » par les chefs religieux et les différentes communautés religieuses ; à l'intensification des activités dans le domaine de l'éducation à la paix ; à la revitalisation continue des sites du patrimoine religieux et culturel ; et à la coopération de groupes de toute l'île dans de nouveaux domaines. Les travaux menés par les initiatives intercommunautaires et la société civile restent indispensables, tout comme les consultations et la coopération entre les différents volets.

73. Néanmoins, la division de Chypre continue d'entraver la pleine jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales de toutes les personnes sur l'île. Le HCDH continue de mettre en lumière les inquiétudes concernant le droit à la vie, la question des personnes portées disparues, le principe de non-discrimination, la liberté de circulation, les droits de propriété, la liberté de religion ou de conviction et les droits culturels, la liberté d'opinion et d'expression, et le droit à l'éducation. Des difficultés sont également apparues concernant les réfugiés et les migrants, et le droit de demander l'asile.

74. Compte tenu du contexte actuel, il est plus important que jamais de remédier aux problèmes sous-jacents en matière de droits de l'homme, liés à la division de Chypre. Il est essentiel de redoubler d'efforts pour instaurer le dialogue et la confiance, et de veiller à ce que le processus politique suive une approche fondée sur les droits de l'homme. Il est également essentiel de permettre une véritable participation au processus de paix et de faire en sorte que ce dernier repose sur une démarche tenant compte des questions de genre. De telles mesures peuvent renforcer le dialogue et améliorer les conditions nécessaires à la paix, et contribuer à assurer une paix pérenne.

75. Le maintien dans le pays de capacités impartiales en matière de droits de l'homme garantirait la possibilité de constater les problèmes auxquels se heurtent les membres de toutes les communautés à Chypre et d'y remédier rapidement. En outre, les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales sont encouragés à effectuer de nouvelles visites, notamment pour examiner les questions préoccupantes soulignées dans le présent rapport. Il est en outre impératif que le HCDH et les autres acteurs

concernés aient accès à l'ensemble du territoire de l'île et à toutes les personnes touchées, et qu'ils puissent bénéficier de l'entière coopération du Gouvernement de la République de Chypre et des autorités chypriotes turques.

76. Les droits de l'homme n'ont pas de frontières ; toutes les parties prenantes sont ainsi tenues de défendre les droits de l'homme et les libertés fondamentales de tous. Il est indispensable et urgent de remédier efficacement à toutes les lacunes observées dans la protection des droits de l'homme et aux problèmes de droits de l'homme sous-jacents à Chypre.
